



Revue de Presse

jeudi 06 mars 2008

S O M M A I R E

jeudi 06 mars 2008

ENDESA ET ENDESA FRANCE

Les travaux de Lucy 4 seront lancés courant 2009 Le Journal de Saône et Loire .- 02/03/2008	1
Lucy 4 va éclairer toute la Bourgogne Le Journal de Saône et Loire .- 29/02/2008	2
Scénario catastrophe à la centrale thermique La Voix du Nord Douai .- 05/03/2008	3
Les groupes de BTP espagnols tirent leur épingle du jeu en se diversifiant Les Echos .- 06/03/2008	4
L'Espagne tentée de casser sa cagnotte Le Figaro économie .- 06/03/2008	5
Siemens va contruire deux centrales au Portugal pour 600 millions d'euros Agence France Presse Fil Eco .- 05/03/2008	6
DJ Siemens obtient contrat EUR600mlns pr 2 centrales au Portugal Dow Jones .- 05/03/2008	7

CONCURRENCE

Les gaziers allemands sous le coup d'une enquête La Tribune .- 06/03/2008	8
Germany's cartel office probes 35 gas companies The Wall Street Journal Europe .- 06/03/2008	9
La surprise E.ON Le Nouvel Observateur .- 06/03/2008	10
Energie : le pied de nez d'E.on L' Usine Nouvelle .- 06/03/2008	11
Poweo produira son électricité en janvier 2009 La Tribune .- 06/03/2008	12
RWE, numéro deux allemand de l'énergie, a annoncé la construction de plusieurs parcs éoliens La Correspondance économique .- 06/03/2008	13
EDF veut garder ses pylônes Le Point .- 06/03/2008	14
Patrick Kron : en mal de fusion Le Monde .- 06/03/2008	15

MARCHE

Energy : Europe needs to make up its mind Financial Times Europe .- 06/03/2008	17
Britain seeks investors to back new nuclear power plants Financial Times Europe .- 06/03/2008	18
L'Ukraine et la Russie évitent une nouvelle guerre du gaz La Croix .- 06/03/2008	19

S O M M A I R E

jeudi 06 mars 2008

ENVIRONNEMENT

Une vérité qui démange du côté de l'OCDE 20
Libération .- 06/03/2008

L'importance du méthane comme gaz à effet de serre n'est pas assez prise en 21
compte
Le Monde .- 06/03/2008

ENDESA ET ENDESA FRANCE

Les travaux de Lucy 4 seront lancés courant 2009

Nommé il y a tout juste trois jours directeur général d'Endesa France, Antonio Haya découvrait, jeudi, le site de Lucy 3 ; une visite intervenant par ailleurs dans un contexte de conflit social, certains agents observant ce jour-là un mouvement de grève. Le temps de faire le tour du propriétaire, dans le courant de l'après-midi et accompagné de Stéphane Morèle, directeur financier du groupe ainsi que de Alain Hurel directeur du site montcellien, M. Haya rencontrait en mairie Didier Mathus. C'était l'occasion de confirmer et de préciser le contour de la future construction de la nouvelle tranche, sachant que l'actuelle centrale Lucy 3 s'arrêtera au plus tard en 2015 (ainsi en a décidé un arrêté préfectoral) et plus vraisemblablement avant : il ne lui reste en effet plus, à compter du 1er janvier 2008, que 20 000 heures de vol, soit donc à raison environ 5 000 heures de fonctionnement l'an, quatre années de service. Les travaux de la nouvelle

tranche de Lucy 4 seront finalement lancés dans le courant de l'année 2009 les démarches administratives s'étant avérées un peu plus longues que prévues. Tant et si bien que le cycle combiné gaz de 430 Mgw (capable d'assurer toute la consommation électrique de Bourgogne) devrait être mis en service à l'horizon 2011. Les deux centrales devraient donc fonctionner en parallèle durant quelque temps, l'objectif consistant à arriver à la montée en puissance de Lucy 4 (qui fonctionnera avec 35 personnes) sans rupture de charge. Si le calendrier a été décalé, le coût de l'opération a également été revu à la hausse : la construction devrait avoisiner les 300 millions € (dont 15 millions pour le seul poste de la sous-traitance). Soit, comme le soulignait M. Mathus d'intéressantes retombées financières pour la ville, ne serait-ce qu'au regard de l'hébergement et de la restauration des hommes de chantier (jusqu'à 300 par jour). Satisfaction

également sur le plan environnemental avec la suppression des rejets de poussières et au niveau du paysage puisque toutes les installations (réfrigérant, cheminées et bâtiments) étant appelées à la démolition. A noter que Montceau est l'un des quatre chantiers de construction de centrale thermique au gaz menés par Endesa. Et si le groupe a également un projet de central charbon au Havre, il n'est pas pour autant prêt à s'engager sur le site de Lucenay-l'Évêque : « Si quelqu'un est capable de sortir le charbon, on est capable de le faire brûler » commentera M. Haya.

Lucy 4 va éclairer toute la Bourgogne

C'est finalement dans le courant de l'année 2009 que débiteront les travaux de la nouvelle centrale thermique de Montceau. La nouvelle a été officialisée hier après midi par M. Antonia Haya, nouveau directeur général du groupe Endesa. L'équipement de 450 Mgw fonctionnant au gaz devrait être opérationnel à l'horizon 2011. Cette tranche devrait permettre d'assurer l'équivalent de la consommation électrique dont la Bourgogne a besoin. L'investissement de la centrale Lucy 4 a été revu à la hausse puisqu'il avoisinera finalement les 300 millions € (dont 15 au seul niveau de la sous-traitance). Si pour Montceau c'est un plus en matière de retombées économiques, c'est également sur le plan environnemental, une amélioration du cadre de vie relevait le député-maire de Montceau, Didier Mathus. La vieille centrale au charbon Lucy 3 sera quant à elle démantelée à l'horizon 2015.

6E7228C551F03902C0B211D9790E45460C063E5C60F583768D44388

Scénario catastrophe à la centrale thermique

Un plan d'opération interne (POI) a été organisé, hier matin, au coeur de la centrale thermique d'Hornaing. Un exercice qui a mobilisé une vingtaine d'ouvriers du site et les sapeurs-pompiers de Somain. Le scénario choisi avait été tenu secret jusqu'au bout: «Quand les ouvriers ont pris leur poste, indique Jean Mis, directeur de la centrale, ils ont dû s'adapter immédiatement.» L'alerte est donnée à 9h32 par le directeur du site pour un incendie dans l'une des douze trémies de charbon de la station de mélange. «À l'intérieur, explique Didier Maigrot, responsable de la sécurité, on mélange le charbon avant d'alimenter les brûleurs. Dans le scénario choisi, il y a un départ de feu sur la trémie n°12, il y a une grosse quantité de fumée et un agent, incommodé, a fait un malaise.»

Trois cents tonnes en surchauffe

À 9h44, un fourgon pompe-tonne et une ambulance des sapeurs-pompiers de Somain, placés sous les ordres du major Thierry Lenglemez, sont sur les lieux. Le poste de commandement des opérations de secours est installé à l'entrée de la centrale. «Il s'agit de voir comment réagissent les équipes à une situation bien précise», poursuit Jean Mis. La production de l'usine n'a pas été pour autant interrompue. Deux sapeurs-pompiers, lance armée, arrosent la trémie «en flammes», d'autres prennent en charge l'ouvrier évanoui et lui prodiguent les premiers soins dans l'ambulance. Dehors, la coopération entre sapeurs-pompiers et ouvriers s'organise. Il s'agit désormais de vérifier la température des quelque trois cents tonnes de charbon concernées par l'incendie et de les laisser

refroidir avant de les rediriger vers le parc à charbon pour pouvoir les retraiter. Après une heure d'intervention, l'exercice se termine avec le debriefing. «Le personnel est formé aux premiers gestes de secourisme et aux différents moyens d'intervention internes, analyse le directeur, mais cette simulation grandeur nature permet de vérifier les réflexes». «D'analyser ensemble les erreurs aussi, ajoute le major Lenglemez, pour ne plus les faire à l'avenir.» Autant de conseils qui permettront aux quatre-vingt-cinq employés du site d'être prêts, au cas où...

J. C.



BTP

Les groupes de BTP espagnols tirent leur épingle du jeu en se diversifiant

DE NOTRE CORRESPONDANT
À MADRID.

Alors que l'immobilier espagnol est en crise, les champions nationaux du BTP qui opèrent aussi dans le secteur, au risque d'être doublement touchés, ont réussi à amortir le choc grâce à leurs diversifications. Tous les grands groupes qui ont commencé, ces dernières années, à investir tant dans de nouveaux métiers, particulièrement dans les infrastructures et l'énergie, qu'à l'international en tirent aujourd'hui les bénéfices.

Acciona a ainsi profité l'an dernier de sa montée au capital d'Endesa, à hauteur de 25 %, pour afficher un bond de son résultat d'exploitation (Ebitda) de 46,6 %, à 1,4 milliard d'euros, pour un chiffre d'affaires en progression de 26,8 %, à 7,9 milliards. Pourtant, l'intégration du groupe énergétique ne porte que sur les trois derniers mois de l'année ! L'activité du pôle infrastructures, qui inclut les métiers de la construction et de l'ingénierie, n'a progressé que de 2,3 %, à 3,6 milliards, celle de la division services logistiques et aéroportuaires a reculé de 3,7 %, à 925 millions, tandis que la branche immobilière, qui comprend les parkings, a affiché une hausse de son chiffre d'affaires de 4 %, à 445 millions. Ce qui cache une chute de 51 % des préventes de logement et de 42 % des achats de terrain. L'activité du pôle environnement a bondi de 29,4 %, à 757 millions, et celle de la branche énergie de 28,4 %, à 1 milliard.

FCC s'intéresse à l'énergie

FCC, qui a multiplié par trois, l'an dernier, son activité réalisée à l'étranger (36 % du total), en investissant essentiellement dans la construction (41 %) et les services à l'environnement (32 %),

suit le même chemin. L'international a ainsi entraîné un bond de 46,6 %, à 13,8 milliards d'euros, de son chiffre d'affaires, et de 38 %, à 738 millions, du bénéfice net. La construction (6,9 milliards, + 58,3 %) reste la base du groupe de même que l'activité historique du ciment (1,8 milliard, + 28,8 %), mais les services à l'environnement (3,7 milliards, + 32,3 %) et Versia, le pôle réunissant la logistique, les services aéroportuaires et les parkings (960 millions, + 10,8 %), montent en puissance.

FCC a su se désengager à temps de l'immobilier en introduisant en Bourse Realia, dont il ne détient plus que 51 % du capital en association avec Caja Madrid. L'an dernier, le promoteur, qui contrôle 60 % du français SIIC de Paris, a accusé une baisse de son bénéfice de 12,7 %, à 140,4 millions d'euros. Cette année, le groupe de BTP veut investir dans le secteur très convoité de l'énergie.

Abertis lorgne les télécoms

Précurseur et champion en matière de diversification, Abertis a réalisé, en 2007, 47 % de son chiffre d'affaires (3,2 milliards d'euros, + 9 %) et 45 % de son résultat d'exploitation (2,2 milliards, + 8 %) à l'international. Si les concessions autoroutières demeurent son principal pilier (76 % de l'activité, 83 % de l'Ebitda) avec le français Sanef (1,3 milliard), le groupe est en train de monter en puissance dans les infrastructures de télécommunications (11 % du chiffre d'affaires), via l'acquisition de 32 % d'Eutelsat et l'intégration cette année d'Hispasat, dont il a pris 28,4 % du capital. Sans pour autant abandonner ses activités dans les aéroports (8 % du total), les parkings (4 %) et la logistique (1 %).

G. S.



L'Espagne tentée de dépenser sa cagnotte

ÉLECTIONS. Les Espagnols votent dimanche. Grâce à la bonne santé des finances publiques, la droite et la gau-

che espagnoles multiplient les promesses sociales et fiscales.

La croissance de ces dernières années n'a pas bénéficié à la génération des 25-35 ans. Malgré leurs diplômes, ils acceptent des salaires de 1 000 euros par mois. **Page 18**



L'Espagne tentée de casser sa cagnotte

Superavit», c'est le mot magique de la campagne électorale espagnole. Il désigne l'excédent budgétaire – une rareté en Europe – qui permet au chef du gouvernement sortant, le socialiste José Luis Rodríguez Zapatero, ainsi qu'à son adversaire conservateur du Parti populaire (PP), Mariano Rajoy, d'inonder les électeurs de promesses fiscales et sociales en tous genres dans la perspective du scrutin législatif de dimanche prochain.

Selon le ministère de l'Économie, le surplus budgétaire a atteint quelque 25,83 milliards d'euros fin 2007, soit 2,26 % de la richesse nationale (PIB). Jamais, depuis le retour à la démocratie, les finances espagnoles n'avaient joui d'une telle santé. Ce confortable matelas est d'autant plus précieux que l'économie décélère dangereusement. La croissance devrait tomber à 2,7 % cette année, contre 3,8 % l'an dernier. Et alors que le secteur immobilier s'essouffle, en février le nombre de demandeurs d'emplois a encore augmenté, et ce pour le cinquième mois de suite.

Très enthousiaste dans un environnement économique plutôt morose, le ministre de l'Économie, Pedro Solbes, connu pour son austerité budgétaire, n'hésite plus à dire que « les caisses de l'État donnent des marges de manœuvre pour faire des choses ». Il a même déjà chiffré à quelque 22,2 milliards d'euros le coût des réformes promises par le candidat Zapatero. Soit l'équivalent de 55 % de l'excédent budgétaire prévu

pour l'ensemble de la législature de quatre ans. Cette belle enveloppe inclut la proposition phare des socialistes : le remboursement de 400 euros d'impôt sur le revenu pour tous les retraités et les salariés qui l'acquittent. Elle doit aussi financer des aides familiales comprises entre 300 et 500 euros par ménage, ainsi que la construction de crèches qui créeraient 300 000 nouvelles places et de 1,5 million de logements sociaux.

Construire des crèches

La droite n'est évidemment pas en reste en matière de propositions. Le numéro deux du PP, Manuel Pizarro, estime que le fait « que les comptes publics soient positifs est un plus, mais cet argent, il faut l'utiliser pour investir, pour le faire fructifier ».

Cet ancien directeur de l'électricien Endesa a une approche des affaires économiques plus proche de celle d'un homme d'affaires que d'un politicien. Et il se dit « partisan d'un allègement de la fiscalité pour les contribuables et pour les sociétés ». L'économiste Emilio Ontiveros abonde dans son sens. « À quoi sert-il d'avoir, d'une part, des caisses publiques qui débordent et, d'autre part, un système éducatif sans moyens pour financer la recherche-développement, ce qui condamne l'Espagne à une production à faible valeur ajoutée ? », argumente-t-il.

Exempter d'impôts

Sans répondre directement à ce constat sur la pauvreté de la recherche espagnole, les conservateurs ont en revanche retenu l'idée du coup de pouce budgétaire pour soutenir la conjonc-

ture faiblissante. Ils ont créé la surprise avec l'annonce de leur « supercadeau fiscal » (*el regaloazo*). Outre la création de 400 000 places en crèche – 100 000 de plus que l'offre du clan opposé –, le PP propose d'exempter d'impôts tous les Espagnols dont le salaire annuel est inférieur à 16 000 euros. « Ce coup de pouce sera visible chaque fin de mois, car l'exemption fiscale se fera à la source et permettra ainsi aux contribuables d'augmenter leur pouvoir d'achat », argumentent les conservateurs.

Cette politique économique largement fondée sur l'utilisation du *superavit* ne fait évidemment pas l'unanimité parmi les experts. Le commissaire européen à l'Économie, Joaquín Almunia, a récemment émis des réserves sur la surenchère fiscale de la droite et de la gauche. « Je demanderai aux deux partis de la modération. Il ne faut pas dilapider un excédent budgétaire qui est l'un des plus importants de la zone euro », a-t-il déclaré sur les ondes de la radio privée Onda Cero.

Même prudence à l'Institut de l'entreprise de Madrid. Le directeur de son service financier, Manuel Romera, met en garde les partis politiques contre la tentation de la facilité. « La situation économique est fragile, avec un ralentissement notable dans la construction et la prévision de 400 000 suppressions d'emplois dans ce seul secteur. Il faut travailler sur une réduction des cotisations sociales, ce n'est donc pas le moment de s'attaquer à l'excédent budgétaire », s'insurge-t-il.

DIANE CAMBON (à Madrid)



Siemens va construire deux centrales au Portugal pour 600 millions d'euros

Francfort (ALLEMAGNE), 5 mars 2008 (AFP) -

Le conglomérat allemand Siemens a annoncé mercredi un contrat pour la construction et la maintenance de deux centrales combinées (gaz-vapeur) d'un montant d'environ 600 millions d'euros.

Les deux unités, situées à Abrantes, à environ 130 kilomètres au nord-est de Lisbonne, entreront en service en 2011. Le groupe prend en charge la maintenance des deux centrales pour une période de 25 ans, selon un communiqué.

La commande a été passée par ElecGas, une société commune entre le britannique International Power et le fournisseur d'électricité espagnol Endesa.

SIEMENSINTERNATIONAL POWER PLCENDESA

ilp/len/jpr

Afp le 05 mars 08 à 13 41.

Ref : TX-PAR-RIV42.



20080305LL001359

DJ Siemens obtient contrat EUR600mlns pr 2 centrales au Portugal

FRANCFORT (Dow Jones)--Siemens AG (SIE.XE) a annoncé mercredi qu'il avait remporté auprès de la société ElecGas SA un contrat portant sur la réalisation clé en main de deux centrales à cycle combiné au Portugal.

La valeur totale de ce contrat est estimée à environ 600 millions d'euros.

ElecGas est une coentreprise entre International Power Plc (IPR.LN) et l'électricien espagnol Endesa SA (ELE.MC).

Après l'entrée en activité des deux centrales, prévue pour 2011, Siemens sera également chargé de la maintenance pour une période de 25 ans.

(END) Dow Jones Newswires

March 05, 2008 05:27 ET (10:27 GMT)

Copyright (c) 2008 Dow Jones & Company, Inc.

Ref : 20080305LL001798.

CONCURRENCE



ÉNERGIE

Les gaziers allemands sous le coup d'une enquête

L'Office allemand anticartel a ouvert une enquête sur quelque 35 compagnies gazières soupçonnées d'avoir gonflé leurs tarifs pour les entreprises comme pour les particuliers et représentant 20 % des ventes totales de gaz dans le pays. Des filiales des quatre grands groupes allemands de l'énergie que sont E.ON, RWE, EnBW et Vattenfall Europe, sont concernées. « Une enquête à l'échelle nationale a montré que les prix du gaz variaient de 25 % à 45 % suivant les entreprises », explique l'Office. RWE a déclaré que RWE Westfalen-Weser-Ems, Süwag, Rhenag, ainsi que certaines sociétés locales de services aux collectivités regroupées dans Envia étaient touchés par l'enquête. Des porte-parole d'EnBW et Vattenfall Europe ont précisé de leur côté n'être pas directement concernés. L'enquête porte sur les tarifs facturés au consommateur final et sur les prix imposés par les municipalités par où transitent les gazoducs. L'Office a précisé que « les éléments étudiés [dans l'enquête] représentent 55 % environ du prix total du gaz ». P. MO. ■



Germany's cartel office probes 35 gas companies

A WSJ NEWS ROUNDUP

Germany's Federal Cartel Office said yesterday it has started an investigation of 35 companies it suspects of charging inflated natural-gas prices, taking its regulatory intervention against utilities a step further.

It is the latest salvo in a battle also being waged by the European Union and regional governments against energy heavyweights that have been accused of carving up the market and driving up prices.

The companies involved range from public works to subsidiaries of the nation's four major gas companies, and they supply about four million households as well as small industry, or roughly a fifth of the German market, the authority said.

The agency didn't identify the companies by name but said the list includes city, local and regional companies along with utilities belonging to Germany's biggest utility conglomerates.

The country's biggest energy players are E.On AG, RWE AG, EnBW Energie Baden-Württemberg AG and Vattenfall Europe AG.

The probe is the latest move by the cartel office to curb rapidly rising energy prices. Its powers have been beefed up by a new law that gives it the right to ask companies for proof that their prices are justified, shifting the onus away from consumers.

"A nationwide investigation showed that the gas prices varied by between 25% and 45% between the companies," the cartel office said.

"Looking at the results for now, we suspect that a number of companies charge gas prices of a level which they would not be able to levy if there was functioning competition," the head of the authority, Bernhard Heitzer, said in a statement.

RWE Energy, the sales and network unit of Essen-based RWE, confirmed that it has been notified by the regulator. "The regulator has launched an investigation against a number of our regional subsidiaries," RWE Energy spokesman Sebastian Ackermann said. "We're

fully cooperating with the cartel office and will provide all the requested information."

Josef Nelles, a spokesman for E.On's E.On Energie unit, said five of that company's regional energy providers had been notified they are under investigation. "We're in the process of looking into these notifications," Mr. Nelles said.

EnBW spokesman Ulrich Schröder said the company isn't affected by the investigation. "We haven't received any notification and have no indication that we're affected by the probe," he said.

Vattenfall Europe is affected by the probe indirectly through Berlin-based utility Gasag AG, in which it owns a 31.6% stake. A Gasag spokesman said the company has been notified by the cartel office of the investigation. E.On's fully owned Thüga AG unit owns around 36.9% of Gasag.

EU antitrust regulators said last year that energy prices were too high and potential rivals to major players too few, urging large companies to choose between operating gas pipelines or the power grid and delivering the natural gas and electricity that run on them.

Under threat of EU fines, E.On agreed last week to sell its transmission network in return for the EU dropping antitrust cases against it.

Working with national regulators such as the German cartel office, the EU is investigating possible cartels between German gas and electricity companies. The EU raided E.On Ruhrgas AG and electricity supplier RWE in May 2006.

The EU also claims the German power market is run by an oligopoly of E.On, RWE, Vattenfall and EnBW.

The German probe has studied end-customer prices, the level of grid fees that gas companies are able to charge for the right to transport gas from suppliers to customers on the pipeline grid, and transit charges by municipalities whose land the pipelines cross.

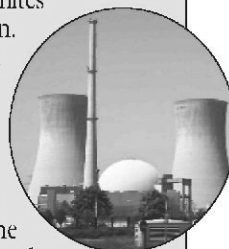
The agency gave no further details of the timing or nature of its moves, but added that probes into yet more companies might follow.



ALLEMAGNE

● La surprise E.ON

Coup de théâtre dans le monde de l'énergie : cédant aux injonctions de la commission de la Concurrence bruxelloise, E.ON, le géant allemand du gaz et de l'électricité, va vendre son réseau de distribution d'électricité et 20% de ses unités de production. En renonçant à un « modèle » intégrant production et distribution, le groupe espère mettre un terme aux poursuites de l'antitrust de la Commission qui risquaient de lui coûter une colossale amende de 7 milliards d'euros. Cette décision rend plus inconfortable encore la position des autres grands groupes européens comme l'allemand RWE et le français EDF, insensibles jusqu'ici aux demandes de la Commission, qui, au nom d'une meilleure concurrence, exige une séparation des activités de distribution et de production.



DPA-Max PPP



Energie Le pied de nez d'E.on

Surprise chez les producteurs d'électricité. Le géant allemand de l'énergie E.on a proposé à la Commission européenne de céder ses réseaux de transport d'électricité, soit 30 % du réseau allemand. Jusqu'à présent, E.on et son compatriote RWE, alliés à GdF et EdF, faisaient un lobbying féroce contre la tentative européenne de séparer la production d'électricité des réseaux de transport. Le revirement d'E.on risque d'affaiblir la position des entreprises françaises, soutenues par le gouvernement. Si la séparation est décidée en juin, lors de la prochaine rencontre des ministres européens de l'énergie, la fusion avec Suez sera une question vitale pour GdF, affaibli sans ses réseaux.



NORD-PAS-DE-CALAIS

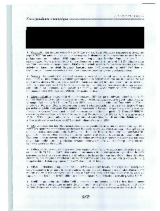
Poweo produira son électricité en janvier 2009

Le vaste chantier de la construction de la première centrale thermique au gaz naturel de Poweo avance à grands pas. La turbine à gaz et le transformateur sont déjà arrivés. Le chantier — sur lequel travaillent actuellement 600 personnes — est installé sur le site d'une ancienne centrale thermique d'EDF créée en 1961 et détruite en décembre 2006. Lorsqu'elle entrera en fonctionnement, la centrale comptera une trentaine de salariés permanents. L'investissement en cours atteint 200 millions d'euros.

7 % À 15 % MOINS CHER QU'EDF

À Pont-sur-Sambre (Nord), non loin de Maubeuge, cette construction est le plus gros investissement depuis vingt ans. La centrale est en bordure de la Sambre et à proximité de Taisnières-sur-Hon, là où arrive la conduite de gaz naturel de Norvège. La centrale construite par Siemens aura une capacité de production de 450 MW. Une seconde tranche permettrait d'en doubler la production. Charles Beigbeder, PDG du groupe, a annoncé que l'électricité produite sera de 7 % à 15 % moins chère que celle d'EDF. ■

F. D., À LILLE



♦ **RWE** : RWE, numéro deux allemand de l'énergie, a annoncé la construction de plusieurs parcs éoliens en Hongrie, pour une capacité totale de 300 mégawatts, dans le cadre d'une offensive dans les énergies renouvelables menée à grands pas. RWE Innogy, division d'énergies vertes du groupe mise en place le mois dernier et qui a déjà lancé plusieurs projets, a racheté à une société allemande, Aufwind Schmack, les projets en Hongrie pour un prix non divulgué. Le groupe de Essen compte investir au moins un milliard d'euros par an dans les renouvelables à compter de cette année. Il y a deux semaines, il a annoncé être en négociations avec le fabricant d'éoliennes REPower sur la livraison de jusqu'à 450 installations d'ici 2016.

EUROPE

EDF veut garder ses pylônes

La guerre des pylônes est mal engagée pour EDF. L'électricien français se bat depuis des années contre Bruxelles qui, fidèle à sa doctrine concurrentielle, pousse les grands électriciens européens à se séparer de leurs réseaux à haute tension.

L'idée est de protéger les nouveaux producteurs d'électricité d'éventuelles brimades de la part de l'opérateur « historique ». EDF

était jusqu'ici soutenu par les deux géants allemands, E.ON et RWE. Mais voilà qu'E.ON, mis sous pression par Bruxelles sur d'autres dossiers, propose de vendre son réseau à haute tension, histoire de lâcher du lest. Le front anti-Commission vole en éclats, pour la plus grande joie de Neelie Kroes, la commissaire à la Concurrence, qui réalise là un joli coup. E.ON, de son côté, en lâchant son réseau à haute tension, se donne de l'air pour poursuivre son expansion européenne. Seul perdant: EDF, qui, en s'accrochant à ses pylônes (RTE), pourrait se voir refuser des incursions hors de ses frontières ■ E. G.



BIGOT/ANDIA



Portrait

« M. Alstom »

Seule une femme a tenu tête à Patrick Kron, l'homme qui a sauvé Alstom de la faillite : Anne Lauvergeon, la patronne d'Areva. **Page 14**

Décryptages

Portrait

Patrick Kron • En mal de fusion

PARCOURS

1953

Naissance à Paris.

1973

Sort major de l'Ecole polytechnique.

1984

Commence chez Pechiney une carrière exclusivement industrielle.

2003

Nommé PDG d'Alstom, alors au bord de la faillite.

2007

Vend l'automotrice à grande vitesse à l'Italie et le TGV à l'Argentine.

2008

Tente d'arracher à Nicolas Sarkozy la fusion Alstom-Areva.

L'homme qui a redressé Alstom a une réputation de dur à cuire. Cependant, il n'a pas gagné la partie face à la patronne d'Areva, Anne Lauvergeon, qui refuse toute alliance avec le groupe énergétique et ferroviaire

Anne Lauvergeon se souvient comme si c'était hier de son petit déjeuner du lundi 7 avril 2003. De ce jour date une inimitié tenace avec Patrick Kron. Nommé un mois plus tôt à la présidence d'Alstom, l'invité est arrivé avec une proposition fort malhonnête, aux yeux de la présidente du groupe nucléaire Areva. « *Je te propose de fusionner. Ou alors, tu prends 40 % d'Alstom* », lance-t-il. Fleuron du patrimoine industriel français (TGV, turbines, Chantiers de l'Atlantique), Alstom est alors au plus mal. Son action a dévié en Bourse, ses 105 000 salariés voient leur avenir en noir, l'allemand Siemens rôde autour de la proie... Il est comme ça, Patrick Kron, franc au point d'en être brutal. « *J'ai un problème : je dis ce que je pense, je n'aime pas finasser* », s'excuse-t-il en affichant un sourire carnassier. La pression des banques créancières et le poste de présidente d'un mastodonte de 150 000 salariés que lui fait miroiter un grand argentier n'y font rien : Anne Lauvergeon refuse.

Sous les amabilités de façade auxquelles ils s'astreignent lors des voyages à

l'étranger de Nicolas Sarkozy, ce sera désormais un combat, feutré mais sans merci, entre le polytechnicien de 54 ans et la normalienne de 48 ans. Même Raymond Lévy, ex-PDG de Renault et pape du corps des Mines, n'est pas parvenu à réconcilier ces deux anciens élèves de la prestigieuse école. « *Sans doute parce que ni l'un ni l'autre ne sont très portés au compromis* », avance Jean-Bernard Levy, patron de Vivendi et proche de Patrick Kron.

Qu'y a-t-il derrière ce corps de sportif en tension permanente, sous ce visage ascétique d'une extrême mobilité ? Extraverti et séducteur mais pudique, il rechigne à se livrer. Il se présente sobrement : un « *pur produit de l'enseignement public* » ; un amoureux de la Grèce, où il a commencé sa carrière et fait construire une « *petite maison* » sur l'île de Paros. Un golfeur « *moyen* », faute d'entraînement. Un industriel n'aimant ni les paillettes ni les conseils des grands communicants qui vous font payer très cher votre lifting médiatique. Un chef d'entreprise « *sans réseau politique* », même s'il est un des patrons préférés de Nicolas Sarkozy et qu'il était des convives du Fouquet's le soir de sa victoire.

Le travail, la persévérance, l'exigence,

Le Monde

Patrick Kron dit les avoir hérités de ses parents, Beno et Helena Kron, arrivés de Pologne en 1945. « *Ils avaient tout perdu et ne parlaient pas un mot de français. Ils n'avaient que leur jeunesse et ils ont fait leur situation à la force du poignet* », raconte le fils. Sans pathos et sans même mentionner qu'ils sont des survivants de la Shoah. Le goût de l'entreprise lui vient de son père et l'humour de sa mère, « *une vieille dame très drôle* », témoigne Gérard Hauser, vieux complice de ses « années Pechiney » et patron du câbliez Nexans.

Ses origines l'ont-elles prémuni contre l'arrogance, si fréquente chez les gens bien nés ? « *Il est là, accessible, d'une simplicité noble, totalement dénué de snobisme et d'élitisme* », résume le chef d'orchestre William Christie, fondateur de la formation baroque des Arts florissants, qui fréquente ce « *fin mélomane* » depuis de longues années. Ses détracteurs le font volontiers passer pour grossier et une ineptie proférée devient vite dans sa bouche « *un propos de femme saoule* ». Un peu hussard, concèdent des collaborateurs, pas misogyne. Après la défection d'Anne Lauvergeon, qui lui fait comprendre qu'« *Areva n'est pas une caisse de défaisance* », il sauvera donc le groupe seul. Ou presque, puisqu'il obtient le secours financier de l'Etat (800 millions d'euros) et de puissants appuis politiques. « *M. Kron est un homme intelligent et capable, mais le premier mérite du sauvetage revient à Jacques Chirac* », corrige Jean-Pierre Chevènement, qui était allé tirer la sonnette d'alarme à l'Élysée avec son écharpe de maire de Belfort, ber-

ceau d'Alstom.

Le sauveur en convient avec modestie : « *Ce n'est pas moi, mais toute une équipe qui a sauvé Alstom.* » Pour être franc, vous prévient-il d'emblée, « *j'aurais aimé éviter ce portrait parce que la tendance à la personnalisation des entreprises ne traduit pas la réalité de leur fonctionnement* ». Sans lui, Alstom aurait pourtant été vendu à l'encan, jurent plusieurs de « ses » hommes. Ceux du sauvetage, puis de la reconquête. De cession en restructuration, il a fait fondre les effectifs de 105 000 salariés à 60 000 en 2007, décapité l'état-major hérité de son prédécesseur Pierre Bilger, vendu des activités dans l'urgence – comme le pôle transmission et distribution d'électricité, cédé à petit prix à... Anne Lauvergeon. « *Entre 2002 et 2005, plaide-t-il, la question était : comment ne pas crever ?* » Ce qui ne l'a pas empêché, en pleine crise, de mettre sur les rails l'AGV (automotrice à grande vitesse), inaugurée cette année. En 2007, il a embauché 10 000 personnes et affiche 40 milliards d'euros de carnet de commandes.

De ces années de « *guerre* », il a gardé l'image d'un dur à cuire. « *Je dirais plutôt qu'il est d'une exigence extrême, pour lui comme pour les autres* », nuance Gérard Hauser. Il ne l'a vu qu'une seule fois prêt à désertir, au plus fort de la crise de l'été 2003, devant l'intransigeance des banquiers. Et encore, « *la mini-crise n'a duré que deux jours* », se souvient son ami.

Patrick Kron s'est surtout forgé la réputation d'un grand industriel. « *Il n'y a pas cinquante très grands industriels. S'il fallait*

trouver quelqu'un demain pour diriger PSA, Renault ou Saint-Gobain, vous penseriez immédiatement à lui », assure François Pérol, secrétaire général adjoint de l'Élysée. « *Il va très vite, plus vite que les autres. Il sait fédérer les équipes, leur faire donner le meilleur d'elles-mêmes* », selon Jean-Bernard Levy. Ces éloges frisant le dithyrambe ont fini par agacer certains de ses pairs. « *Arrêtez d'en faire une icône ! Il a bien redressé Alstom, mais en réduisant la voilure de 45 %. Et, sur le plan stratégique, il n'a rien fait* », tranche le PDG d'un grand groupe européen d'énergie.

A 54 ans, il semble maintenant à l'étroit dans son costume de gestionnaire. Devenir un stratège ! Il a un coup de retard sur Anne Lauvergeon, qui a créé Areva en 2001 en mariant Cogema, Framatome et CEA Industrie. « *Je ne pense pas à Areva en me rasant tous les matins* », ironise-t-il. Mais assez pour fulminer quand « *Atomic Anne* » lui lance, par presse interposée, qu'une « *fusion avec Alstom dégagerait des synergies négatives* ». « *Là, elle a franchi la ligne jaune* », dit-il, lui qui rêve à voix haute d'un Siemens à la française capable de proposer à ses clients trains, turbines, réacteurs nucléaires, procédés de captage-stockage de CO₂. Il en va, dit-il, de l'« *avenir industriel du pays* ».

Mais Anne Lauvergeon avait eu la bénédiction de Jospin pour créer Areva, et Patrick Kron attend toujours celle de Sarkozy. ■

JEAN-MICHEL BEZAT
PHOTO HAMILTON/RÉA



MARCHE



Energy: Europe needs to make up its mind

Josu Jon Imaz

It is time that the European Union stopped trying to defend a piece of institutional fiction: capital does not move freely in the EU, as protectionist barriers in France, Germany or Italy attest. Because companies cannot invest freely in each other's economies we do not have a common energy market. This is something Europe needs now more than ever before.

To have a common European energy market and pan-European energy companies, we also need pan-European rules that govern cross-border acquisitions. We are still far from this goal.

Not all the countries are playing with the same cards. In the absence of common rules, free-marketeers are vulnerable to the predatory actions of protectionists. The UK has an open-minded attitude towards the liberalisation of its markets; its policies have been consistent with a liberalised regime. France and Germany, however, do not practise what they preach. When Enel of Italy expressed an interest in Suez, Patrick Devedjian, secretary-general of France's ruling party, the UMP, said: "Our country cannot afford to leave such patrimony in the hands of competitors that would sustain their interests." Will Mr Devedjian hold the same opinion if EDF, the state-owned French utility, pursues its interest in acquiring Iberdrola, a private Spanish group?

Like the UK, Spain has liberalised its energy markets. But its commitment to liberalisation is not set in stone. It might reverse the policies of the past decade if it decided it did not want foreign state-owned groups controlling most of its energy companies. Already, Italy's Enel, Suez of France and Eon of Germany either have big stakes in Spanish utilities or are interested in acquiring assets in Spain, without

offering any reciprocity in their domestic market. EDF, 80 per cent owned by

Without common rules, free-marketeers are vulnerable to the predatory actions of protectionists

the French government, is interested in acquiring Iberdrola, Spain's largest energy group, for an asset-stripping exercise. Iberdrola owns Scottish Power in the UK and is buying East Energy in the US. Europe's state-owned energy behemoths are again hovering over Spain's liberalised energy sector.

This has implications for Spain's productive economy and technological innovation. Iberdrola, for example, is the world's biggest producer of wind energy. It is also the main shareholder in Gamesa, the biggest manufacturer of wind turbines after Denmark's Vestas. If Iberdrola were taken over by EDF, would the French group be as interested in maintaining Spain's leadership in innovation for renewable energies? How would EDF value Spain's geo-strategic relations with Latin America and the investments of Spanish energy groups in that region?

Because of its energy reserves, Latin America is an area of strategic interest for Europe. Latin America helps Europe diversify its sources of supply and energy investments help consolidate an alliance with a region that is rapidly tilting towards Asia. For Spain, no one can deny the strong cultural and historical ties it has with the region. But political ties are not

enough. Economic and technological prowess are increasingly important in cementing relations. The energy sector, especially renewable energy, may give Spain the chance to be a big influence, with its energy companies helping to modernise those in Latin America.

For these reasons, the future of the energy sector is a strategic matter for Spain. The loss of its energy companies to foreign buyers would weaken its relations with Latin America — one of Spain's big competitive advantages in Europe. Ultimately, the loser would be Europe itself. Without Spain, the only two powers vying for influence in the region would be the US and China; Europe would be sidelined. With the US and China, plus Russia, vying for the world's energy resources, Europe's inherent weakness is evident, and compounded by EU inability to speak with a single voice in relations with Russia.

The benefits of a common energy market are not in dispute. It would enhance competitiveness in Europe. The interconnection of networks would allow energy to flow freely across borders, improve energy security and benefit consumers. A common energy market would strengthen Europe's negotiating clout with suppliers and provide a strategy for energy autonomy.

Unfortunately, there is no consensus on how to achieve this. State-controlled energy groups, of course, have a lot to lose if their market is opened to real competition. Europe has a choice between a liberalised common market and a protectionist one. This is the real debate. It can no longer be postponed.

The writer, a research fellow at Harvard's Kennedy School of Government was formerly general secretary of PNV, the Basque nationalist party



Britain seeks investors to back new nuclear power plants

FT INTERVIEW

**Business secretary
John Hutton hopes
new capacity will be
ready by 2017, says
Jean Eaglesham**

The UK is committed to a dramatic and rapid expansion of nuclear power, ensuring new stations generate "significantly" more of the country's electricity than the existing stock, according to John Hutton, the business secretary.

In an interview with the Financial Times, Mr Hutton also dropped the UK government's previous commitment to maintaining a minimum 29.9 per cent stake in British Energy, the nuclear generator.

Ministers have previously refused to be drawn on the scale of investment in new reactors they hope to attract to the UK, saying it is for the market to decide. But Mr Hutton made it clear the government would pull out all the stops to maximise nuclear expansion. Replacing the UK's ageing stock of reactors is seen as vital to achieving the government's targets on cutting carbon emissions and reducing dependence on imported gas.

"We need the maximum contribution from nuclear sources in the next 10 to 15 years," Mr Hutton said. Asked if the government wanted the share of electricity generated from nuclear to increase beyond the current 19 per cent, he said: "That's the ambition... I'd be very disappointed if it's not significantly above the current level."

His statement underscores the profound change in sentiment among UK policy-makers towards nuclear power, which after years of being derided is increasingly seen as a "clean" source of energy that does not involve the dependency on suppliers associated with gas or oil.

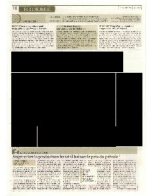
After nearly a decade of indecision over the contentious decision to support new nuclear reactors, the UK is now determined to fast-track the replacement of the 10 existing stations, all but one of which is due to close by 2023. The first new plant could be operational by 2017, a year ahead of the target set in a white paper in January. "If we can accelerate the timescale, we should," Mr Hutton said.

The government might sell its £2bn-plus stake in British Energy, Mr Hutton suggested. Ministers have previ-

ously said they would not sell down the state's 39 per cent stake in Britain's biggest electricity producer, to below 29.9 per cent.

British Energy is in talks with a number of companies about potential partnerships to build new plants. Investors are queuing up for the multi-billion pound construction programme, provided the government meets its commitment to "clear the decks" of regulatory obstacles, such as planning delays. Companies including EDF Energy, Eon UK, Centrica and RWE Npower, as well as British Energy, have signalled their interest in new nuclear build.

"We're in exactly the right place, I've been very encouraged by the reaction [from investors]," Mr Hutton said.



L'Ukraine et la Russie évitent une nouvelle guerre du gaz

Le groupe gazier russe Gazprom a, durant deux jours, diminué de moitié ses livraisons à l'Ukraine, malgré le risque d'affecter les approvisionnements européens

Même si la Russie est présidée depuis deux jours par Dmitri Medvedev, ancien patron du groupe gazier russe géant Gazprom, le dialogue demeure toujours aussi difficile entre Moscou et Kiev à propos de l'énergie. Gazprom vient en effet d'infliger à l'Ukraine, durant deux jours, une diminution de moitié de ses approvisionnements en gaz, prenant le risque de mettre en danger du même coup les livraisons vers l'Europe.

Gazprom et Naftogaz Ukraine, la compagnie ukrainienne de gaz, sont parvenus hier soir à un accord permettant de rétablir le passage du gaz à son niveau normal. Mais cette crise, la deuxième en trois ans, risque de ne pas mettre un terme définitif aux querelles gazières entre les deux voisins slaves.

Cette fois, le prétexte de la crise

a été le non-paiement d'un arriéré de 600 millions de dollars (400 millions d'euros) de facture gazière due par l'Ukraine à la Russie.

Cette crise rappelle celle survenue en janvier 2006, lorsque Gazprom avait brusquement interrompu toutes ses livraisons à l'Ukraine, entraînant du même coup, en plein hiver, un déficit d'approvisionnement dans l'ensemble de l'Europe. 80 % du gaz russe consommé au sein de l'Union européenne transitent par l'Ukraine. La Russie fournit 23 % du gaz européen, mais la dépendance au gaz russe approche les 100 % dans certains pays d'Europe centrale. En France, un quart du gaz consommé vient de Russie.

Cette fois, la Russie a adopté une conduite moins radicale, ayant seulement diminué ses livraisons de 25 % lundi soir, puis encore de 25 % mardi. De plus, des températures plus clémentes ont fait que la baisse des approvisionnements s'est relativement peu fait sentir. Mais sa prolongation risquait de conduire l'Ukraine à puiser dans le gaz en transit par son territoire – bien que le gouvernement de Kiev s'en défende – et de diminuer d'autant les approvisionnements vers l'Europe.

En arrière-plan de ce conflit, c'est une bataille pour le contrôle des gazoducs hérités de l'ex-URSS qui se joue. L'Ukraine entend

conserver la propriété de son système de gazoducs. Gazprom et la Russie aimeraient en prendre le contrôle, par exemple à travers un remboursement de la dette en

En arrière-plan de ce conflit, c'est une bataille pour le contrôle des gazoducs hérités de l'ex-URSS qui se joue.

nature. De plus, à la faveur de la dernière crise gazière, une mystérieuse société, surgie de nulle part, RosUkrEnergo, s'est imposée comme intermédiaire exclusif dans la vente de gaz entre la Russie et l'Ukraine, engendrant des profits importants dont il est difficile de savoir dans quelle poche ils aboutissent. La présente crise gazière est née aussi de la volonté du premier ministre ukrainien de mettre fin au rôle de cet intermédiaire.

Hier, Gazprom et Naftogaz sont parvenus à s'accorder sur une levée totale des restrictions sur le flux du gaz. Les négociations pour le règlement de la dette doivent encore avoir lieu. Le transit du gaz russe par l'Ukraine pourrait ainsi connaître à nouveau des perturbations.

ALAIN GUILLEMOLES



Reconstruction d'un pipeline à la frontière entre la Russie et le Kazakhstan. La Russie fournit 23 % du gaz en Europe.

ENVIRONNEMENT

Environnement

Une vérité qui démange du côté de l'OCDE

Les chiffres publiés hier par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) font froid dans le dos. Au rythme actuel, les émissions mondiales de gaz à effet de serre devraient augmenter de 52% d'ici à 2050, accélérant vagues de chaleur, sécheresses, tempêtes et inondations. Côté agricole, les superficies consacrées aux cultures énergétiques augmenteront de 242% d'ici à 2030, aggravant la perte d'habitats naturels et appauvrissant encore la biodiversité. La pénurie d'eau touchera 4 milliards d'individus dans vingt-deux ans, date à laquelle la pollution de l'air doublera voire quadruplera les décès prématurés. Vous ne voulez pas en entendre davantage? Dommage. Car la situation n'est pas si désespérée.

Si l'on en croit l'OCDE, il suffirait de consacrer 1% seulement du PIB mondial d'ici à 2030 – soit 700 milliards de dollars – à la mise en œuvre d'actions ciblées, pour amoindrir voire stopper les catastrophes liées à la dégradation de l'environnement. *«Ce n'est pas bon marché mais c'est abordable, et surtout considérablement moins onéreux pour l'humanité et l'économie que l'inaction»*, a noté hier, à Oslo, le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría. C'est là le point le plus intéressant du rapport: croissance économique et protection de l'environnement vont non seulement de pair mais, désormais, l'une ne peut plus aller sans l'autre. *«Quand on sait que les seuls coûts de santé représentent chaque an-*

Il suffirait de consacrer 1% du PIB mondial d'ici à 2030 à la mise en œuvre d'actions ciblées pour amoindrir les catastrophes climatiques.

née quelques pourcentages du PIB, on voit bien que la protection de l'environnement est économiquement rentable», explique Jan Corfee-Morlot, experte à l'OCDE. Les solutions sont connues, elles ont été largement débattues au Grenelle de l'environnement qui s'est tenu en octobre à Paris: taxe carbone, permis à polluer négociables, développement de biocarburants de deuxième génération (produits à partir de biomasse résiduelle), quotas de pêche plus stricts assortis d'aides aux pêcheurs... Des solutions pas forcément mises en prati-

que pour cause d'inertie ou de pression des lobbies.

Le drame, c'est que l'impact de certaines décisions à prendre aujourd'hui ne se fera sentir que sur la prochaine génération, ce qui ne colle pas avec le

tempo du politique dont les priorités sont souvent déterminées en fonction des échéances électorales. Or, *«si tout le monde ne s'y met pas, ça ne marchera évidemment pas»*, affirme Angel Gurría. Tout le monde, et d'abord les fameux Bric (Brésil, Russie, Inde et Chine) qui, à partir de 2030, émettront davantage de gaz à effet de serre que les trente pays de l'OCDE réunis. *«Dans ces pays et dans tous les pays en développement, chaque mois qui passe est l'occasion de faire un choix pour préserver l'environnement, car la croissance est très rapide et les décisions d'infrastructures incessantes»*, note Jan Corfee-Morlot.

◆ ALEXANDRA SCHWARTZBROD



L'importance du méthane comme gaz à effet de serre n'est pas assez prise en compte

Trois experts français soulignent, dans le numéro de « La Recherche » du mois de mars, que le potentiel de réchauffement global dû à ce gaz est très élevé à court terme

N'oubliez pas le méthane ! Le combat contre le réchauffement de la planète ne se réduit pas au gaz carbonique, rappellent trois scientifiques dans le mensuel *La Recherche* de mars. Leur analyse, qui revisite les calculs du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), devrait contribuer à réorienter les politiques de lutte contre le changement climatique.

Quel est le problème évoqué par deux ingénieurs, Benjamin Dessus et Bernard Laponche, et animateurs du groupe de réflexion Global Chance, et Hervé Le Treut, directeur du Laboratoire de météorologie dynamique (LMD) ? Plusieurs gaz ont, dans l'atmosphère, un effet de serre, c'est-à-dire la capacité d'absorber le rayonnement infrarouge émis par la Terre, et donc de la réchauffer. Il s'agit principalement du gaz carbonique (CO_2), du méthane (CH_4) et du protoxyde d'azote. Afin de trouver une unité commune mesurant le potentiel de réchauffement global (PRG) de chacun, le GIEC a calculé en 1995 l'équivalent en CO_2 des autres gaz à effet de serre. Il a établi qu'une molécule de CH_4 avait, un siècle après son émission, un pouvoir radiatif 25 fois plus élevé qu'une molécule de CO_2 .

Ceci vaut pour un horizon

de cent ans. Mais si le délai raccourcit, le PRG du méthane croît. En effet, CO_2 et CH_4 n'ont pas la même durée de résidence dans l'atmosphère. Ainsi, la durée efficace du méthane est d'une dizaine d'années, celle du gaz carbonique de plus d'un siècle. Cela signifie que le méthane exerce l'essentiel de son pouvoir calorifique dans les premières années suivant son émission, alors que celui du gaz carbonique sera réparti tout au long d'un siècle. Autrement dit, le potentiel de réchauffement du méthane est très élevé au début (une molécule de CH_4 équivaut à 90 molécules de CO_2 dix ans après son émission), fort au bout de quarante ans (49) et ne retrouve la valeur calculée par le GIEC (25) qu'au bout de cent ans.

« Il n'y a rien de contradictoire avec ce que dit le GIEC, dit Hervé Le Treut. Nous avons seulement précisé un phénomène que tout le monde a tendance à oublier. » Pourquoi est-ce important pour la politique climatique ? « En 1995, répond le directeur du LMD, on raisonnait à l'échéance de 2100. Nous raisonnons maintenant sur l'idée du franchissement possible d'un seuil de réchauffement de l'atmosphère de 2°C vers 2050. Cela signifie que la perspective de l'action nécessaire s'est beaucoup rapprochée, et que la valeur utile du méthane est celle existant à cette échéance. »

Or, à l'échéance de 2050, le PRG du méthane est de 49 fois celui du CO_2 , et non plus 25. Par conséquent, réduire les émissions de méthane peut avoir un effet deux fois plus

important que ne le pensent généralement les décideurs. Pourtant, l'effet du méthane est minoré quand il n'est pas purement oublié. Ainsi, les travaux du Grenelle de l'environnement ne le mentionnent-ils pas. Les retombées de ce nouveau regard sur le rôle du méthane peuvent déjà être envisagées. En effet, explique Benjamin Dessus, ce gaz est essentiellement émis par l'agriculture (notamment par les ruminants), la décomposition des ordures ménagères et du lisier provenant de l'élevage, et des fuites dans l'exploitation des combustibles fossiles. S'il est difficile d'agir sur les ruminants, les autres sources sont plus contrôlables, à un coût limité. Dans des calculs exposés dans un autre article, non encore publié, Benjamin Dessus et Bernard Laponche montrent que récupérer les gaz des ordures ménagères en France aurait un effet équivalent à celui de la construction de quatre réacteurs nucléaires EPR ou que la réhabilitation de 400 000 logements anciens par an pendant vingt-cinq ans.

Dans les pays émergents aussi, la prise en compte du méthane est importante. « Dans le tiers-monde, observe M. Dessus, il y a plus d'émissions de méthane que de gaz carbonique : ces pays sont plus agricoles et moins industrialisés. Ils vont se développer, donc il y aura plus de CO_2 ; mais il n'est pas inéluctable qu'ils émettent plus de méthane. » Dans l'énergie comme dans les décharges d'ordures, le méthane est en effet récupérable à coût modeste, d'autant qu'il constitue lui-même une source d'énergie valorisable. ■

HERVÉ KEMPF